



L'Europe a bon dos



par *Hubert Tassin – Président des P.P.*

L'actualité économique récente a mis en lumière -s'il en était besoin- l'absence de politique fiscale (et sociale) cohérente au sein de l'Union Européenne. Les petits arrangements entre amis, en l'occurrence entre firmes internationales et le pouvoir irlandais, sont une nouvelle démonstration que les Etats mènent des stratégies égoïstes, en faisant ce que bon leur semble en matière de fiscalité.

Dans les discours des politiciens, l'excuse européenne est omniprésente. Bruxelles est présenté comme le gendarme qui régenté tout, le responsable de tous nos maux. Selon nos élus, c'est à Bruxelles que tout se décide. Ce n'est pas tout à fait exact.

Faut-il se battre à Bruxelles ?

Il existe évidemment un droit européen et la France a choisi de lui accorder une primauté sur les lois votées par son parlement. Mais le champ d'application de ce droit supranational est fixé par les Conseils européens, lors desquels les chefs d'État ou de gouvernement ont chacun un droit de veto.

Les jeux d'argent relèvent de la subsidiarité et ce n'est qu'après le choix purement français de 2010 de leur ouverture (dite maîtrisée) à la concurrence pour l'activité en ligne que les réglementations européennes ont été déclenchées. Il aurait fallu

Vendredi 16 septembre 2016 - N° 137

démontrer en amont à Bruxelles la légitimité de la taxe affectée au profit de la filière prévue par la loi, ensuite remise en question et sévèrement rognée. Dans le même esprit, ce sont les instances européennes qui ont été mises en avant pour justifier la hausse de la TVA. On ne peut donc pas ignorer Bruxelles dans la politique de lobbying des courses. Mais il serait faux de penser que le véritable centre de décision pour les questions qui nous regardent se situe au sein des instances européennes.

A chaque fois que les responsables de l'Institution ont rencontré des parlementaires ou fonctionnaires européens, la réponse a été claire : vous n'obtiendrez rien si votre position n'est pas celle de votre gouvernement, seul à pouvoir défendre vos dossiers. Bien sûr, dans le cadre des négociations au sein de l'Union, on est dans le donnant-donnant et les pays doivent s'allier sur certains sujets pour trouver des soutiens sur d'autres. Ainsi, dans le cadre d'une stratégie de lobbying, le point central est à Paris, dans une relation cohérente avec les ministères de tutelle, ceux de l'Agriculture et du Budget.

Je ne suggère pas pour autant que les courses abandonnent le lobbying européen (elles sont déjà trop absentes !), mais il faut être conscient des limites de l'ambition. Au détour d'une directive ou d'un débat au Parlement, un mauvais coup peut nous être porté et il nous faut donc être en veille. Mais c'est bien à Paris, rue de Varenne, à Bercy, voire à l'Elysée que nous devons être présents.

Le tournant de l'Europe

Les peuples tranchent et, après le succès du référendum britannique du *Brexit*, une remise en

Le Grain de Sel du vendredi

29, rue Claude Terrasse 75016 Paris • Tél. 01 46 21 80 82 • Fax 01 46 21 80 85
associationpp@yahoo.fr • www.lespp.fr



cause profonde du fonctionnement de l'Union européenne est inéluctable. L'Institution des courses devra en tirer profit. L'Irlande a souvent fait cavalier seul dans de nombreux domaines et notamment celui de la fiscalité applicable au domaine hippique, pendant que la France fait figure, à son détriment, de bon élève de la classe. La révélation d'accords secrets sur les impôts de la multinationale Apple va, au delà de ce dossier, conduire à une réflexion plus globale, et en tous cas permettre aux dirigeants des autres pays d'envisager les choses différemment. Les récents déboires électoraux de la Chancelière allemande témoignent aussi d'un message de méfiance à l'égard de règles européennes appliquées de façon déséquilibrée.

J'ai déjà eu l'occasion d'écrire ici que le *Brexit* pouvait être une chance pour la France des Courses. Nos concurrents anglais ne sont plus en situation d'imposer leur modèle -celui du bookmaking- alors même que le notre est solide et efficace. C'est le moment de négocier une extension du fonctionnement français de financement des filières par le pari, géré par un opérateur neutre.

C'est la relance de la croissance du secteur sur le continent et, en particulier en France, qui va se jouer avec la définition d'une règle du jeu qui ramène de la cohérence économique et fiscale et, surtout, une croissance durable. À nous, collectivement, de jouer, mais nos gouvernants ne pourront pas s'abriter derrière la bureaucratie de Bruxelles pour s'exonérer de leur propre responsabilité.

Une question de timing

Notre avocat naturel serait logiquement le ministre de l'Agriculture. Je n'ai pas eu le sentiment que Stéphane Le Foll se soit vraiment intéressé à notre activité, ni qu'une impulsion en notre faveur ne soit

venue de son cabinet. Quant à Bercy, sans doute y raisonne-t-on avant tout sur la problématique budgétaire de court terme et sur la rentabilité globale immédiate d'une politique des jeux en France. Cela a abouti à une concurrence déséquilibrée au bénéfice de la Française des Jeux, déséquilibre dans lequel le budget de l'Etat trouve pourtant son compte.

Stéphane Le Foll comme Michel Sapin sont membres d'un gouvernement dont les semaines sont comptées compte tenu du calendrier politique et de l'approche des élections présidentielles et législatives. Quel que soit le verdict des urnes, les équipes changeront. Faut-il alors se mobiliser dès maintenant ? Evidemment, oui.

Les ministres passent, mais la continuité de l'Etat est assurée par les services et ceux de Bercy restent des interlocuteurs dans la durée. Il faut maintenir le contact avec eux. Mais en même temps, il va être indispensable d'établir des contacts avec les entourages des états major des principaux candidats à l'élection présidentielle. Le timing est contraint. La trajectoire financière du Galop est trop tendue pour attendre la fin 2017 pour un nouveau protocole gagnant-gagnant passé avec l'État. Nous ne pouvons attendre juin prochain et la mise en place d'un nouveau gouvernement pour préparer le terrain.

Mais, avant d'aller voir les écuries présidentielles et les hauts fonctionnaires de Bercy, il faut définir un plan concret, crédible et novateur, construit par le Trot et le Galop ensemble. J'y reviendrai prochainement car c'est le point de départ essentiel de la démarche de reconstruction.

Si vous ne recevez pas ce bulletin hebdomadaire par mail, il suffit de vous inscrire en nous adressant un courriel à associationpp@yahoo.fr